

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA
GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

AFFIDAVIT DE MONSIEUR PIERRE ANCTIL EN RÉPONSE AU PRÉAVIS DE
CONCLUSIONS DÉFAVORABLES TRANSMIS LE 28 AVRIL 2015 PAR LA COMMISSION
D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Je, soussigné, Pierre Anctil, domicilié et résidant au [REDACTED], dans la ville de [REDACTED], district de Montréal, province de Québec, [REDACTED] étant dûment assermenté, déclare ce qui suit :

1. J'exerce actuellement les fonctions de Président et Chef de la direction de Fiera Axiom Infrastructure;
2. Le 29 février 2015, j'ai reçu signification par huissier d'un préavis en vertu de l'article 82 des *Règles de procédures de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction* (la « Commission »), daté du 28 avril 2015, dans lequel il est mentionné qu'il est possible que les commissaires tirent les conclusions suivantes à mon endroit :
 - « 1. D'avoir participé, au nom de SNC-Lavalin, à un système de collusion impliquant des firmes de génie à la Ville de Montréal;
 2. D'avoir contribué, au nom de SNC-Lavalin, au financement d'Union Montréal en retour de l'octroi de contrats municipaux;
 3. D'avoir payé, au nom de SNC-Lavalin, une fausse facture de 75 000 \$ à Morrow Communication afin de payer une partie du montant de 200 000 \$ exigé par Bernard Trépanier à titre de contribution politique de SNC-Lavalin pour Union Montréal et d'avoir signé une lettre d'entente antidatée pour camoufler cette contribution politique. »
3. Dans ce préavis, la Commission m'invite à lui faire savoir par écrit si je désire me faire entendre par elle, produire des documents ou faire entendre des témoins;
4. Bien que j'aurais préféré témoigner devant les commissaires pour leur faire part de ma version des événements et des faits sur lesquels ils semblent s'appuyer pour m'adresser ce préavis de conclusions défavorables, je comprends qu'en raison de contingences temporelles et organisationnelles, les procureurs de la Commission m'encouragent à fournir mon témoignage par écrit, par le biais d'une déclaration assermentée;

STRICTEMENT CONFIDENTIEL

5. J'accepte de procéder selon le mode privilégié par la Commission mais tiens à souligner que je suis toujours disposé à témoigner de vive voix devant les commissaires et à me soumettre au contre-interrogatoire des procureurs de la Commission;

A. Au sujet de l'allégation voulant que j'aie contribué, au nom de SNC-Lavalin, au financement d'Union Montréal, en retour de l'octroi de contrats municipaux

6. Je suis devenu employé de SNC-Lavalin en mai 1997. Ma première assignation chez SNC-Lavalin a été la création de la division d'investissement en infrastructures et en concessions. J'ai dirigé cette division de 1997 jusqu'à mon départ en 2008. En 2001, j'ai été nommé vice-président directeur et membre du bureau du président. J'ai conservé la direction de la division d'investissement mais j'ai aussi pris la responsabilité de superviser SNC-Lavalin Profac, une filiale dont le siège social était à Toronto et qui œuvrait dans le domaine de l'opération et l'entretien des infrastructures et des immeubles. Cette filiale avait un chiffre d'affaire de \$1 milliard par année et environ 5000 employés. J'ai assumé les responsabilités de diriger l'investissement et de superviser les activités d'opération et d'entretien jusqu'en décembre 2004. Jusqu'à cette date, les activités de mes deux lignes de produits étaient très majoritairement basées en dehors du Québec et ne m'impliquaient pas dans les secteurs de l'ingénierie et de la construction;
7. À la fin de 2004, j'ai été informé que le vice-président directeur responsable du Québec, monsieur Normand Morin, prendrait sa retraite à la fin de l'année, et que j'hériterais de plusieurs de ses responsabilités;
8. À ce moment, j'ai cédé la supervision de SNC-Lavalin Profac. J'ai pris en charge une partie des divisions qui étaient sous la supervision de Normand Morin et certaines de ses responsabilités géographiques, notamment l'ingénierie générale au Québec, la division pharmaceutique, l'environnement, la division bâtiment, la division géotechnique et matériaux. Au niveau géographique, je prenais la responsabilité du Québec et des Maritimes. J'ai conservé la direction de la division Investissement. Les activités de cette division avaient pris beaucoup d'ampleur. Au fil des années, SNC-Lavalin avait pris le contrôle de plusieurs compagnies et projets d'infrastructure qui se trouvaient sous ma responsabilité. J'étais notamment responsable de Altalink, propriétaire du réseau de transmission d'électricité du sud de l'Alberta, de l'autoroute 407 en Ontario, dont je présidais le comité exécutif, du projet Astoria, une centrale de génération électrique en construction à New-York, un projet de près d'un milliard de dollars, des projets de pont d'Okanagan et du Canada Line en Colombie-Britannique. Mes activités m'amenaient à voyager presque à toutes les semaines en dehors du Québec (Je faisais environ une centaine de vols d'avion par année). J'avais près de 50 % du bilan de la compagnie sous ma responsabilité et des effectifs qui ont varié de 3000 à 5000 employés qui étaient sous ma supervision, répartis en Amérique du Nord, en Europe et en Asie;

9. La décision de me confier certaines des responsabilités de Normand Morin m'a été confirmée par le président de SNC-Lavalin de l'époque, monsieur Jacques Lamarre, vers la fin de 2004. Monsieur Lamarre m'a également informé, à cette occasion, que Normand Morin, mon prédécesseur, demeurerait à l'emploi de l'entreprise, à demi-temps et sur une base contractuelle, à titre de conseiller au bureau du président;
10. Dans le cadre de cette même rencontre, monsieur Lamarre m'a aussi mentionné que dans le cadre de mes nouvelles responsabilités, je serais « responsable de la politique au Québec ». J'ai alors indiqué au président que je n'avais pas d'intérêt à m'impliquer à ce niveau et lui ai proposé que monsieur Morin continue de s'occuper de cette tâche. Monsieur Lamarre a accepté cette demande mais a exigé que monsieur Morin se rapporte à moi relativement à la politique au Québec;
11. Au moment où cette conversation a eu lieu, il n'y a pas de doute à mon esprit que monsieur Lamarre était pleinement au courant de l'ensemble des activités de Normand Morin. Ce n'était cependant pas mon cas. Bien que je me doutais bien que Normand Morin participait à des activités de financement des partis politiques, je ne connaissais pas la portée et le détail de ces activités;
12. Ce n'est que quelque temps après que j'aie commencé à exercer mes nouvelles fonctions de vice-président directeur responsable du Québec, au début de 2005, que Normand Morin m'a informé du système qu'il avait mis en place au cours des années précédentes pour assurer la participation de SNC-Lavalin au financement des partis politiques. J'ai alors appris qu'au fil des années, il avait constitué une liste d'employés de SNC-Lavalin qui acceptaient de contribuer au financement des partis politiques. À chaque année, Normand Morin les sollicitait, regroupait leurs chèques et les apportait aux représentants des partis;
13. J'ai aussi appris que l'entreprise remboursait les contributions, par l'octroi de bonis. Jusqu'à ce jour, j'ignorais l'existence de cette pratique;
14. À la même époque, soit en février 2005, Normand Morin est venu me voir pour me demander d'apposer ma signature sur la liste des donateurs. Il m'a expliqué qu'il n'avait plus l'autorité pour autoriser le paiement des bonis qui servaient à compenser les employés qui faisaient des dons aux partis politiques;
15. Je lui ai immédiatement dit que les remboursements étaient interdits par la loi et que je refusais de signer;
16. Monsieur Morin a fait valoir qu'il ne s'agissait pas vraiment d'un remboursement par le biais d'un compte de dépense mais plutôt l'octroi d'un boni sur lequel l'employé devait payer de l'impôt. C'était donc à partir de son avoir après impôt qu'il faisait un don;

17. J'ai alors rencontré le président Jacques Lamarre pour lui exprimer ma sérieuse réticence à signer un document en support à ce que je croyais être une infraction à la loi, ce à quoi monsieur Lamarre a répondu qu'il s'agissait d'un mode de fonctionnement généralisé dans l'industrie et que cela constituait une manière tacitement acceptée d'appliquer la loi. Il a ajouté que tous les partis politiques fonctionnaient de la même manière. Je lui ai demandé s'il avait objection à ce que je m'informe de la loi et que j'examine s'il y avait des alternatives;
18. Dans une conversation subséquente avec Jacques Lamarre, vers la fin de l'été 2005, ce dernier m'a indiqué qu'il avait obtenu une note de service interne d'un cabinet d'avocats de Montréal qui traitait de financement des partis politiques par les associés de la firme et qui selon lui confirmait son interprétation de la loi. Il a ajouté que si SNC-Lavalin ne participait pas au financement des partis politiques, elle serait la seule firme au Québec qui ne le ferait pas et que ce serait éventuellement nuisible à ses affaires au Québec;
19. Dans les circonstances et face à la position ferme de mon patron, j'ai renoncé à remettre en question la pratique établie. Le système mis en place existait bien avant que je prenne la responsabilité du Québec. Normand Morin est demeuré responsable de ce système pendant la période où j'ai eu la responsabilité du Québec. J'ai compris des témoignages présentés à la Commission que le système est resté en place après que j'aie remis ma démission de SNC-Lavalin au début 2008. Je note que Normand Morin est resté à l'emploi de SNC-Lavalin à temps partiel jusqu'en décembre 2012. J'ai exprimé mon opposition à ce système. Mes objections ont été discutées avec Normand Morin et mon patron Jacques Lamarre. La décision ultime de le maintenir en place ou de l'arrêter relevait de Jacques Lamarre. Plusieurs des employés qui participaient en faisant des chèques relevaient d'ailleurs de d'autres membres du bureau du président, notamment des cadres des divisions Énergie et Usines et Métallurgie, qui travaillaient à Montréal mais qui n'étaient pas sous mon autorité;
20. Suite à mes discussions avec Jacques Lamarre où il m'a fait comprendre que les contributions au financement des partis politiques par SNC-Lavalin étaient nécessaires à ses yeux, j'ai fait une tournée téléphonique de la majorité des employés qui participaient à l'opération de financement. Je leur ai alors indiqué que comme à chaque année, la compagnie avait été sollicitée pour contribuer au financement des partis politiques et j'ai vérifié s'ils voulaient participer au financement, comme ils l'avaient fait par le passé. J'ai aussi pris la peine de leur mentionner qu'il s'agissait d'une décision personnelle et que la compagnie ne voulait pas qu'ils se sentent d'aucune manière contraints à le faire. Je leur ai dit que c'était leur choix de donner et que le choix du parti auquel ils voulaient donner était aussi à leur entière discrétion. J'ai même ajouté que la loi prévoyait qu'ils devaient donner à même leurs propres ressources et qu'ils étaient passibles d'une amende s'ils se faisaient rembourser. Je leur ai aussi indiqué que c'était leur décision mais que la compagnie procéderait néanmoins à l'octroi d'un boni, s'ils le désiraient;

21. Enfin, j'ai mentionné à chacun des employés que j'ai contacté que pour ma part, je ferais les contributions politiques de mon choix mais que je ne demanderais pas à être remboursé ni compensé par ajustement salarial ou boni. C'est d'ailleurs ce que j'ai fait;
22. De tous les employés auxquels j'ai parlé, un seul a décidé de se désister et de ne plus faire de don, ce qui a été respecté;
23. Toutes ces discussions et démarches causées par ma très grande réticence à ce que l'entreprise accorde des bonis pour des contributions politiques ont eu pour conséquence de retarder de plusieurs mois les activités de financement menées par Normand Morin. En fait, mes objections ont retardé le processus et forcé la compagnie à accorder des bonis séparés plutôt que de procéder par un ajustement du boni annuel, comme cela s'était semble-t-il fait par le passé;
24. De même, je n'ai jamais pensé ni su que ces contributions devaient permettre à SNC-Lavalin d'obtenir des contrats en particulier et je n'ai obtenu aucune information me permettant de relier directement ou indirectement ces contributions à l'octroi de contrats de la part de la Ville de Montréal. En fait, selon mon souvenir, SNC-Lavalin n'a eu que très peu de contrats avec la Ville de Montréal à l'époque et les contrats obtenus de celle-ci représentaient une infime partie des revenus de l'entreprise (\$5 millions environ sur un chiffre d'affaires qui a varié de \$4 à \$7 milliards de 2005 à 2007 par année);
25. Au cours de 2005, j'ai été informé que Normand Morin entretenait des relations régulières avec le président du comité exécutif de la Ville de Montréal, monsieur Frank Zampino, et discutait avec lui du financement du parti Union Montréal. J'ai également été informé qu'Yves Cadotte, qui exerçait les fonctions de vice-président développement des affaires pour la division ingénierie générale au Québec, et qui avait antérieurement exercé des fonctions politiques au cabinet du ministre de la Métropole au sein du gouvernement du Parti Québécois, entretenait des relations régulières avec monsieur Bernard Trépanier, responsable du financement d'Union Montréal. Yves Cadotte relevait du directeur général de la division d'ingénierie générale au Québec, monsieur Luc Lainey. Monsieur Lainey relevait de moi;
26. Je n'ai pas été impliqué personnellement dans les discussions avec les représentants d'Union Montréal sur le financement de ce parti. Toutes ces discussions ont été conduites par messieurs Morin et Cadotte;
27. À l'été 2005, messieurs Cadotte et Morin m'ont informé qu'Union Montréal demandait aux grandes firmes d'ingénierie une somme importante pour financer la campagne électorale de 2005;
28. Ayant déjà exprimé mes réticences au sujet du financement des partis politiques, je leur ai fait part et de mon opposition à donner suite à une telle demande;

29. J'ai eu diverses conversations à ce sujet avec messieurs Morin et Cadotte. Ils argumentaient que toutes les firmes d'ingénierie le faisaient, qu'il s'agissait d'une année électorale, qu'un effort supplémentaire était requis et ultimement, que SNC-Lavalin était la seule qui n'avait pas encore payé la somme demandée;
30. Dans une de nos discussions, monsieur Morin m'a en outre informé que dans le cas des partis politiques municipaux, les chèques obtenus des cadres étaient insuffisants pour rencontrer les objectifs de financement fixés. Monsieur Morin m'a alors informé qu'il conservait de l'argent comptant dans un coffret de sûreté à la banque et qu'il s'en servait pour compléter les contributions et ce, avant même que je le remplace à titre de vice-président directeur de la compagnie. J'ignorais avant cela l'existence de cette pratique et j'ai dit à monsieur Morin que j'étais surpris qu'un officier de la compagnie de sa stature s'adonne à de telles pratiques. Je lui ai également dit que je ne voulais pas être mêlé à cette pratique d'aucune manière;
31. Lors d'une ultime discussion vers la fin de l'été 2005, Normand Morin est revenu à la charge sur le financement d'Union Montréal. Il m'a dit qu'indépendamment de la valeur relativement restreinte de nos activités à Montréal, notre position dans la ville de notre siège social et de l'origine de la compagnie avait une importance symbolique. Il m'a dit que je devrais en parler avec Jacques Lamarre pour finaliser une décision;
32. J'ai donc abordé le sujet avec Jacques Lamarre et lui ai exprimé sans détour mes objections. Je lui ai dit que je voyais une différence importante entre la situation des bonis accordés aux employés qui acceptaient librement de faire une contribution politique et la situation d'un financement en argent comptant à Union Montréal. Je lui ai souligné qu'une telle pratique soulevait des questions sur la provenance et la destination des fonds. Il m'a dit qu'à ses yeux, c'était la même chose, soit SNC-Lavalin qui reçoit une sollicitation d'un parti politique et qui contribue au financement. Il m'a dit que l'important, c'était de s'assurer que c'était remis à des représentants autorisés par les dirigeants du parti. À la fin d'une discussion où j'avais exprimé mes objections, il m'a fait comprendre que c'était la politique de SNC-Lavalin de faire ces contributions;
33. Environ deux semaines après cette conversation, Jacques Lamarre m'a appelé à mon bureau et m'a dit que Sami allait m'apporter une enveloppe pour que je la remette à Normand Morin et il a raccroché aussitôt. Moins de deux minutes plus tard, M. Sami Bebawi est entré dans mon bureau en coup de vent, a déposé une enveloppe sur le coin de mon bureau, m'a informé que c'était l'enveloppe pour Normand Morin et est ressorti;
34. J'ai tout de suite eu la sensation de m'être fait prendre dans un piège. Je reconnais que j'aurais dû avoir le réflexe de refuser de prendre l'enveloppe quoique je ne l'ai pas ouverte. Je l'ai toutefois remise à Normand Morin lorsqu'il est venu la chercher à mon bureau, le jour même;

35. C'est la seule fois où on m'a impliqué personnellement dans une telle pratique. Yves Cadotte a affirmé que c'était sur mes instructions qu'il a remis éventuellement l'enveloppe à Bernard Trépanier. Dans les faits, Yves Cadotte donnait suite à une opération dont il avait lui-même convenu avec Bernard Trépanier;
 36. Bien que son témoignage suggérait à ce moment que j'étais la source d'argent comptant chez SNC-Lavalin, ce n'était pas le cas. Il a d'ailleurs lui-même reconnu lors de son témoignage, qu'il avait reçu de l'argent comptant de Normand Morin en d'autres circonstances, notamment lors de financement pour la Ville de Longueuil en 2005 et 2009, dans ce dernier cas après que j'aie eu quitté SNC-Lavalin;
 37. De plus, c'est Yves Cadotte qui s'était fait le promoteur de la demande de financement pour Union Montréal à l'intérieur de SNC-Lavalin, sans doute parce qu'il considérait que cela constituait du « développement des affaires », le rôle qu'il exerçait alors au sein de l'entreprise et qu'il a continué à exercer après mon départ de SNC-Lavalin;
 38. Pour ma part, ces événements ont largement contribué à ma décision de m'éloigner de ces pratiques, en quittant SNC-Lavalin;
- B. Au sujet de l'allégation voulant que j'aie payé, au nom de SNC-Lavalin, une fausse facture de 75 000 \$ à Morrow Communications afin de payer une partie du montant de 200 000 \$ exigé par Bernard Trépanier à titre de contribution politique de SNC-Lavalin pour Union Montréal et que j'ai signé une lettre d'entente antidatée pour camoufler cette contribution politique
39. Vers l'été 2005, Normand Morin et Yves Cadotte m'ont informé qu'ils voulaient attribuer un contrat à André Morrow qui était impliqué dans la campagne électorale pour Union Montréal. Cela m'a été présenté notamment comme une manière de se rapprocher davantage d'Union Montréal;
 40. Puisque je connaissais déjà André Morrow, ayant utilisé ses services par le passé, et que je l'avais trouvé compétent et empressé, j'ai accepté qu'on lui donne un contrat de services professionnels comme SNC-Lavalin en octroyait à des professionnels de la communication pour d'autres dossiers d'infrastructure et de partenariat public-privé. Morrow avait d'ailleurs déjà un mandat au sein de la division d'ingénierie générale;
 41. Je n'ai jamais discuté avec André Morrow des détails de ce contrat ni au printemps 2005 comme le suggère Yves Cadotte, ni après cette date, étant entendu que ces questions de logistique ne relevaient pas de moi et qu'il s'agissait d'un contrat octroyé par la division d'ingénierie générale que dirigeait monsieur Luc Lainey, dont relevait Yves Cadotte. Il ne m'appartenait d'ailleurs pas d'engager des dépenses qui relevaient de la responsabilité de Luc Lainey et je ne l'ai pas fait, ni directement, ni indirectement;

42. Je me souviens cependant qu'à l'automne 2005, Yves Cadotte est passé dans mon bureau alors qu'il était accompagné d'André Morrow. Cette rencontre a été brève. Nous avons discuté de politique. La question d'un mandat a été évoquée très superficiellement. Je lui ai dit que ça me faisait plaisir qu'il travaille avec nous;
43. D'ailleurs, la première fois que j'ai vu le projet de lettre d'entente du 1^{er} février 2005 (pièce 58P-622), c'est lorsque mon procureur me l'a exhibée, quelques jours après avoir reçu de la Commission un préavis de conclusions défavorables. Je note d'ailleurs que ce document n'est pas signé, que le titre qui m'est attribué n'est pas celui que j'avais à l'époque pertinente (ni un titre que j'ai déjà porté chez SNC-Lavalin) et que je n'ai jamais signé quelque contrat chez SNC-Lavalin sans le faire préalablement réviser par le contentieux de l'entreprise. J'ajoute que je n'étais pas impliqué à ce niveau des opérations de la division d'ingénierie générale au Québec. Les contrats de la division d'ingénierie générale étaient habituellement signés par Luc Lainey ou d'autres dirigeants de cette division;
44. Je n'ai jamais su ni demandé que le projet de contrat en question soit antidaté et ne comprends toujours pas pourquoi il l'aurait été. Logiquement, si SNC-Lavalin avait voulu camoufler l'octroi de ce contrat, ce dernier aurait dû être postdaté, à une période postérieure aux élections municipales et non pas antidaté en vue d'un paiement en décembre 2005, soit deux mois après les élections;
45. Enfin, je crois opportun de souligner que le compte d'honoraires de Morrow n'a pas été approuvé par moi mais bien par Luc Lainey. J'ai inscrit sur la facture que je l'avais vue, en apposant mes initiales. On me l'avait sans doute présentée parce que mon nom y apparaissait. Je n'ai pas vérifié si Morrow avait fourni des services conformément à ce qui avait été convenu par d'autres représentants de SNC-Lavalin avec lui puisque cela ne relevait pas de mes attributions. Le projet de lettre d'entente mentionne d'ailleurs que le responsable du projet est Yves Cadotte. Ce dernier a répondu sans hésitation à la Commission, immédiatement après avoir regardé le numéro de compte de la facture de Morrow Communications, que celle-ci était imputée au compte de frais généraux. Je n'ai jamais eu connaissance de la nomenclature et de la numérotation des postes comptables de cette division;
46. Je présumais cependant que les services avaient été dument fournis puisque la facture de Morrow Communications (pièce 52P-561) avait été signée par Luc Lainey. Rien ne me permettait de penser qu'il s'agissait d'une fausse facture et encore moins qu'elle servait à payer des services que Morrow aurait fournis à Union Montréal. Cette dernière allégation a été portée à ma connaissance pour la première fois en lisant le témoignage de monsieur Cadotte, en mars 2013. Je note à ce sujet que messieurs André Morrow, Gérald Tremblay et Marc Deschamps ont également nié cette allégation devant la Commission;

C. Au sujet de l'allégation voulant que j'aie participé, au nom de SNC-Lavalin, à un système de collusion incluant les firmes de génie à la Ville de Montréal

47. Au cours de l'année 2006, Yves Cadotte est venu me rencontrer à mon bureau pour discuter du processus d'octroi de contrats à la Ville de Montréal;
48. Bernard Trépanier, que je ne connaissais pas, demandait à Yves Cadotte de participer à un système de collusion pour l'octroi de contrats qui serait coordonné par Michel Lalonde, un ingénieur qui travaillait pour une autre firme;
49. J'ai répondu à Yves Cadotte qu'il n'était pas question sous aucune considération que SNC-Lavalin participe à ce stratagème. À la même époque, Normand Morin auquel Yves Cadotte avait également fait part de la demande de Bernard Trépanier m'a dit qu'il partageait mon point de vue et que SNC-Lavalin ne pouvait sous aucune considération participer à un tel système;
50. Yves Cadotte m'a répondu que toutes les firmes acceptaient d'y participer, et que le refus de SNC-Lavalin empêcherait le système de fonctionner;
51. J'ai répliqué à Yves Cadotte que son argument ne m'impressionnait aucunement. J'ai ajouté qu'il était ingénieur et qu'il ne devrait pas avoir à risquer la prison pour gagner sa vie;
52. Yves Cadotte était contrarié. Il m'a demandé comment il était supposé faire son travail de développement des affaires et soumissionner sur les contrats de la Ville alors qu'on lui interdisait de recourir aux mêmes moyens que ses concurrents;
53. Je lui ai rétorqué qu'il n'avait qu'à faire ce qui s'est toujours fait normalement, c'est-à-dire répondre aux appels d'offres en évaluant les coûts et en prévoyant un profit et remettre son offre dans une enveloppe scellée sans en parler aux autres firmes soumissionnaires;
54. Dans les semaines qui ont suivi, Yves Cadotte est revenu à la charge et m'a dit que ma position nuirait à sa crédibilité à la Ville. Il m'a demandé de rencontrer Bernard Trépanier en personne pour expliquer ma position;
55. J'ai accepté cette demande et monsieur Cadotte a organisé une rencontre à mon bureau avec Bernard Trépanier et lui-même;
56. C'est la seule et unique fois que j'ai rencontré Bernard Trépanier dans ma vie;
57. La rencontre avec Trépanier a été brève. Je l'ai assuré de l'importance pour SNC-Lavalin de sa relation avec la Ville. Je lui ai aussi réitéré la volonté de l'entreprise de collaborer avec la Ville. Mais je lui ai cependant dit que SNC-Lavalin ne pouvait et ne voulait pas participer à des processus qui auraient pour conséquence d'amener ses employés à enfreindre les lois. J'ai ajouté que nous étions par contre prêts à accepter de nouveaux processus d'attribution de

contrat si les avocats de la Ville nous confirmaient que la façon de fonctionner proposée était légale;

58. Bernard Trépanier m'a laissé en me disant que « Frank » ne serait pas content. Je l'ai assuré que je ne cherchais pas à contrarier monsieur Zampino, mais qu'on ne pouvait faire ce qu'il nous demandait;
59. Dans les semaines qui ont suivi, Yves Cadotte est venu m'informer que monsieur Zampino voulait me rencontrer, suite à ma discussion avec Bernard Trépanier. Yves Cadotte a organisé un petit déjeuner entre Frank Zampino et moi, au restaurant Le Renoir du Sofitel;
60. À la fin du repas, parce que monsieur Zampino n'abordait pas le sujet de la rencontre, je lui ai mentionné que j'avais rencontré Bernard Trépanier quelques semaines auparavant et que nous avions eu une discussion sur le processus d'octroi des contrats de la Ville de Montréal. Je lui ai dit que le processus proposé par monsieur Trépanier ne nous était pas acceptable et qu'il était important pour nous que les processus d'attribution de contrats respectent toutes les lois et réglementations applicables;
61. Monsieur Zampino n'a montré aucun signe de contrariété et m'a répondu qu'il comprenait la position de SNC-Lavalin;
62. J'ai pris connaissance du témoignage de monsieur Cadotte qui a admis avoir participé au système mis en place par Bernard Trépanier. Si il l'a fait en 2006 et 2007, ce qui n'est pas précisé dans son témoignage, il l'a fait à mon insu et de façon contraire aux instructions que je lui ai données. Il ne mentionne d'ailleurs pas dans son témoignage devant la Commission qu'il m'a informé de sa participation à ce système ou que j'étais au courant de cette participation. Par contre, s'il il l'a fait après mon départ en 2008, il l'a possiblement fait avec l'accord de celui qui m'a succédé comme vice-président directeur responsable du Québec, monsieur Riadh Ben Aïssa;
63. Postérieurement à cette rencontre, en 2007, SNC-Lavalin a participé à l'appel d'offres pour la fourniture des compteurs d'eau de la Ville de Montréal, en consortium avec deux partenaires, Gaz Métro et Suez Environnement (« le Consortium »);
64. En cours d'appel d'offres, la position de la Ville quant à la portée des travaux et aux termes commerciaux de l'entente a été modifiée substantiellement;
65. Le contrat, au départ, devait se réaliser en partenariat public-privé. Il s'agissait d'un contrat de près de 400 millions \$ et d'une durée d'environ 30 ans;
66. Le Consortium considérait que les clauses de l'appel d'offres étaient confuses à plusieurs titres sur des points importants, notamment sur le partage de risques;

67. Ce genre de processus d'appel d'offres prévoit toujours des mécanismes pour permettre aux soumissionnaires de commenter et proposer des amendements aux documents contractuels proposés, ce que le Consortium a fait;
68. Après ce processus de consultation, la Ville de Montréal a rapidement émis un document modifiant la portée et les termes de l'appel d'offres de façon très substantielle sans prolonger les délais de soumission des propositions;
69. Les professionnels impliqués dans la préparation de l'offre du Consortium ont jugé qu'il était impossible dans les délais impartis de modifier leur proposition à temps;
70. Les membres de l'équipe responsable de la proposition du Consortium avaient de plus la conviction qu'un soumissionnaire qui déposait une proposition qui ne soit pas frivole devait nécessairement avoir été informé à l'avance des changements substantiels qui allaient intervenir à la fin du processus de consultation;
71. J'en ai alors parlé à Normand Morin qui m'a suggéré d'appeler le chef de cabinet du maire, monsieur Stéphane Forget, pour faire valoir les préoccupations du Consortium et pour demander un report de la date de soumission afin de nous permettre de compléter le travail d'ajustement nécessaire pour soumettre une offre sérieuse;
72. J'ai donc appelé Stéphane Forget que je connaissais un peu, pour l'alerter du problème et l'informer que le Consortium était placé dans une situation où il ne serait pas en mesure de soumissionner;
73. Monsieur Forget s'est dit sensible aux préoccupations que je lui soumettais et m'a suggéré d'appeler monsieur Zampino, qui était responsable de l'appel d'offres au comité exécutif de la Ville;
74. J'ai donc appelé monsieur Zampino qui ne m'a jamais rappelé;
75. J'ai alors convenu avec les autres partenaires du Consortium de se retirer du processus. Le Consortium n'a donc pas déposé d'offre pour ce contrat;
76. J'ai alors informé monsieur Jacques Lamarre de la décision que j'avais prise. Cela l'a mis en colère. Il a dit que c'était le plus gros contrat dans l'histoire de la Ville de Montréal et que tout ce que j'avais trouvé à faire, c'était de nous retirer. Il a aussi mentionné que mon travail, c'était d'obtenir des contrats. Il a ajouté que c'était aussi un problème que je ne sois pas ami avec Frank Zampino. J'ai répondu qu'il avait probablement raison mais que je ne pensais pas que ça allait changer;
77. Cet épisode est intervenu à l'automne 2007. Ma décision de quitter SNC-Lavalin était déjà prise depuis un certain temps. Cela n'a fait que renforcer ma détermination. Quelques mois plus tard, soit en mars 2008, j'ai informé Jacques Lamarre de ma décision de quitter mes fonctions;

78. Les faits mentionnés dans le présent affidavit sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ À MONTRÉAL, le 15 mai 2015.

[REDACTED]

Pierre Ancil

Affirmé solennellement devant moi à
Montréal, le 15 mai 2015.



[REDACTED]
Commissaire à l'assermentation pour le
Québec